

Pôle de santé: la CGT s'inquiète, la clinique Kapa rassure



La CGT s'interroge notamment sur les conditions de transfert de personnel entre clinique et hôpital. ©P.-O.J.

CENTRE HOSPITALIER

Le syndicat CGT demande plus de clarté dans le dossier du projet de pôle de santé.

Alors que le directeur de l'hôpital adresse ses vœux cet après-midi, les représentants CGT du CH d'Orthez, inquiets, ont pointé «des zones d'ombre» autour du projet public/privé de pôle de santé.

Quid de la santé de Kapa et de sa clinique

D'abord sur la santé financière du groupe Kapa, propriétaire de la clinique. Les syndicalistes aimeraient avoir des éclaircissements sur la somme que la société compte mettre sur la table exactement et réclament de voir les trois derniers bilans. «Kapa doit investir 300 000 € pour la rénovation du plateau technique. Mais l'hôpital en attend aujourd'hui 500 000 de l'Etat. On ne sait plus trop qui paye quoi», constate Guy Pisant, délégué CGT de l'hôpital.

Sur ce point, Gauthier Escartin, directeur de la clinique, s'est voulu rassurant: «Nous avons les

reins solides. Les chiffres sont positifs. Et le groupe n'a pas connu de problèmes depuis longtemps.» Il a aussi confirmé que c'est bien 300 000 € qui seront injectés pour assurer la rénovation du matériel du plateau technique. La subvention demandée à l'Agence régionale de santé doit financer la partie infrastructures mais aussi alléger le paiement des loyers croisés.

Les repas de la clinique préparés à l'hôpital

Par ailleurs, à partir de demain, les repas de la clinique (40/jour en moyenne) seront préparés dans les cuisines de l'hôpital, pour une question de mutualisation et de fonctionnalité. «Au départ, il avait été annoncé 80 repas, avec la reprise de deux personnels de la clinique. Aujourd'hui, ce n'est plus que la moitié, et l'hôpital ne reprend qu'une seule employée», remarque Guy Pisant. «Difficile de tout évaluer en amont», note Gauthier Escartin. Après la phase de test de mercredi, la mise en place du système sera effective le 30 janvier.

Pour la CGT, cette situation illustre toutefois le flou qui

demeure autour du transfert d'une partie du personnel des services logistiques (cuisine, lingerie). «Nous ne sommes pas contre accueillir nos collègues de la clinique, mais rien n'a été cadré. Quel type de reprise est-ce? A la suite de licenciement? Avec quel contrat? Nous aimerions que ces conditions soient définies au plus vite. Et que cela n'ait pas d'impact sur le personnel de l'hôpital», affirment les syndicalistes qui en appellent au soutien des élus.

« Il n'y aura aucun licenciement »

Sur ce point, le directeur de la clinique a réaffirmé haut et fort «qu'il n'y aura aucun licenciements», ni d'un côté ni de l'autre. Mais des réaffectations au besoin. L'employée de cuisine transférée sera ici sous convention, dans un premier temps, puis embauchée par l'hôpital. «Pour les trois autres, deux continueront à s'occuper des petits-déjeuners à la clinique, la dernière va prendre sa retraite» explique Gauthier Escartin. Ce dernier a aussi confirmé que des négociations étaient en cours pour un transfert du service stérilisation. ■ PIERRE-OLIVIER JULIEN